

LA CROIX

« Pour une politique claire de soutien au développement des associations »

Par , le 14/6/2017 à 02h58

Philippe Jahshan, président du Mouvement Associatif, plaide en faveur d'une véritable prise en compte par l'État du secteur associatif pour revivifier le lien social



Au moment où se joue le sort des législatives, les associations tiennent à rappeler avec force les constats qu'elles font sur le terrain. Le rapport sur l'État de la France du Conseil économique, social et environnemental ou celui de l'Observatoire des inégalités publiés récemment sont d'ailleurs explicites : les inégalités croissent dans notre pays. Les pauvres s'appauvrissent et les classes moyennes stagnent alors que les plus riches continuent de s'enrichir.

Ces inégalités isolent des territoires entiers, et les citoyens les uns des autres. C'est un poison qui s'infiltré toujours plus au cœur de ce qui fonde la cohésion du pays et approfondit les fractures. Pourtant et malgré ces constats maintes fois répétés, les différents rapports montrent aussi que la France n'est pas la moins bien lotie dans le monde. D'autres pays qui ont épousé des recettes plus libérales font peut-être mieux sur le terrain de l'emploi, mais au prix d'inégalités encore plus prononcées et « d'une montée de la pauvreté laborieuse » (1). Le modèle résiste mais il se dégrade et l'ascenseur social est cassé.

Choix de société majeurs

À l'occasion de chacune des dernières élections et jusqu'à la présidentielle, colère et angoisse se sont exprimées nettement dans les suffrages. Le sentiment d'injustice vécue par un nombre toujours grandissant de citoyens

devient insupportable et s'amplifie par le sentiment que les changements de majorité n'y changent plus rien. La victoire d'Emmanuel Macron est l'illustration de la recomposition du paysage politique avec une part importante de la population qui a dénié sa confiance aux appareils traditionnels.

Nous sommes à l'évidence devant des choix de société majeurs et au cœur de nombreuses transitions qu'il est désormais urgent de maîtriser avec le souci d'assurer qu'efficacité économique signifie aussi performance écologique et justice sociale. C'est la seule voie durable et d'avenir et il n'est plus permis d'échouer désormais.

Mais pour réussir ce grand pari, l'État ne pourra pas tout faire tout seul. C'est bien une alliance pour l'intérêt collectif qu'il s'agit de bâtir, et le monde associatif peut en être une clé de voûte.

Les pays les plus avancés ont un tissu associatif très vivant et très présent dès le plus jeune âge. Et la France n'est pas en reste. Notre pays est fort de plus de 1,3 million d'associations dans lesquelles s'engagent plus de 13 millions de bénévoles et 1,8 million de salariés.

À LIRE : 80 associations demandent aux citoyens de se mobiliser pour la solidarité

Premier lieu de l'engagement citoyen et civique

Plébiscité par les Français, le mouvement associatif est au cœur des transitions en cours, parce que le monde associatif est au front de toutes les crises, en France et au-delà de nos frontières, et qu'il doit trouver au quotidien des solutions nouvelles aux difficultés rencontrées.

Actrices de la proximité, les associations sont ce ferment de solidarité indispensable qui recrée du lien social. Elles sont dans beaucoup de territoires le premier lieu de l'engagement citoyen et civique, l'un des premiers agents économiques et l'un des principaux employeurs.

L'Observatoire des Inégalités note que « dans de nombreuses communes, départements ou régions, des actions de lutte contre les inégalités sociales, de démocratisation de l'accès aux services publics sont engagées, souvent avec l'appui d'associations ».

Elles sont très souvent le dernier espace d'une mobilité sociale et économique en panne. En gestion désintéressée, les associations prennent des risques, innovent et sont un lieu d'expérimentation sociale ou écologique. Elles inventent les recettes d'une nouvelle cohésion sociale dont nul ne dispose à lui seul la solution, mais dont le filet associatif assure une belle part sans nul doute. Faut-il ici citer la multitude d'exemples de services assurés par les associations, dans tous les domaines, dans toutes les politiques, sur l'ensemble du spectre des droits, auprès des populations les plus vulnérables, les plus âgés comme les plus jeunes, auprès des chômeurs, auprès des familles, auprès de cette part du pays qui se sent oubliée mais qui aspire plus que tout à la participation ? En France mais également au-delà de nos frontières, nos associations permettent aux citoyens de reconquérir leur capacité d'agir et de se sentir partie de la marche du monde.

Un tissu puissant et souvent discret

Qui pourrait imaginer qu'AMF-Téléthon qui a transformé la médecine génétique est simplement partie d'une poignée de citoyens engagés ? Les associations explorent, testent, recherchent, et offrent des solutions. Charge aux politiques publiques de les voir, de les accompagner et de les aider à fleurir.

Il n'y aura pas de nouvel équilibre si la dynamique économique recherchée n'est pas accompagnée d'un développement social solide et d'une revitalisation démocratique de notre société. Pour tenir une économie juste, il faudra toutes les valeurs de la République, liberté, égalité, fraternité. Et pour tenir la République, il faudra la Nation. Et les associations en France constituent un tissu puissant, souvent discret, parfois fragilisé, mais qui contribue à tenir la Nation ensemble.

Au soir d'une énième alerte électorale, le pays a désormais pour impératif de rebondir.

Alors en cette heure grave que nous traversons, le monde associatif est prêt à prendre sa part exigeante du défi et à se mettre en mouvement. Parce que le contexte l'exige et qu'il s'agit de notre responsabilité bien comprise ! Les éléments pour faire naître une France moderne existent. Aussi nous renouvelons notre appel pour une politique claire et assumée de soutien au développement des associations à la hauteur de l'atout qu'elles représentent, qui soit incarnée et nommée, et qui puisse irriguer depuis le plus haut niveau de l'État, l'ensemble des ministères et des administrations concernées autour d'un pacte pour l'intérêt général et pour l'avenir de la France.

À LIRE AUSSI : Quinze présidents d'associations interpellent les candidats à la présidentielle

(1) Observatoire des Inégalités